



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-26571>

Département(s) de publication : **44**

Annonce n° **24-26571**

Travaux

---

### Section 1 - Identification de l'acheteur

**Nom complet de l'acheteur** : Semitan, mandataire de Nantes Métropole

**Type de Numéro national d'identification** : SIRET

**N° National d'identification** : 31468496000045

**Ville** : NANTES

**Code postal** : 44046

**Groupement de commandes** : Non

**Département(s) de publication** : 44

### Section 2 - Communication

**Lien direct aux documents de la consultation** : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1430172>

**Identifiant interne de la consultation** : 24MB2/059

**Intégralité des documents sur le profil d'acheteur** : Oui

**Utilisation de moyens de communication non communément disponibles** : Non

**Nom du contact** : Service Commande Publique de la Semitan

**Numéro de téléphone du contact** : +33 251817700

### Section 3 - Procédure

**Type de procédure** : Procédure adaptée ouverte

**Conditions de participation** :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : - Une lettre de candidature accompagnée des pièces présentant la société candidate (dont notamment le nom, la raison sociale, la forme juridique etc..). Le candidat pourra utiliser le formulaire Dc1. - Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l'engager, le cas échéant. - La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés articles L. 2141-1 à 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-11 et R. 2143-8 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Le candidat fournira son numéro unique d'identification délivré par l'Insee, ou à défaut, un extrait kbis de moins de 3

mois (ou équivalent), permettant de vérifier ces points. S'il est basé à l'étranger, il fournira un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine attestant ces points. - Une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle en cours de validité

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du présent accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Le candidat pourra utiliser le formulaire Dc2
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ; - Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. Le candidat est dans l'obligation d'utiliser le modèle de présentation fourni par la Semitan en annexe 2 du Rc. - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre ; - Les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres. Le candidat est dans l'obligation d'utiliser le modèle de présentation fourni par la Semitan en annexe 3 du Rc

**Technique d'achat** : Accord-cadre

**Date et heure limite de réception des plis** : 05/04/2024 à 12:00

**Présentation des offres par catalogue électronique** : Interdite

**Réduction du nombre de candidats** : Non

**Possibilité d'attribution sans négociation** : Oui

**L'acheteur exige la présentations de variantes** : Non

**Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre)** : Opérationnels du

Département de la Maîtrise d'Ouvrage des Infrastructures

**Critères d'attribution** : énoncé dans le Rc

## Section 4 - Identification du marché

**Intitulé du marché** : Accord-cadre multimandats de travaux de Signalisation Lumineuse de Trafic et d'Infrastructures associées

**Code CPV principal - Descripteur principal** : 45234126

**Type de marché** : Travaux

**Description succincte du marché** : La présente consultation a pour objet de désigner le titulaire de l'accord-cadre de travaux de signalisation lumineuse de trafic (SLT) et infrastructures associées, réalisés notamment dans le cadre du mandat délégué par Nantes Métropole à la Semitan pour la mise en sécurité du réseau de tramway 2022-2026, mais également dans le cadre d'autres opérations en mandats de rénovation ou de modernisation d'infrastructure portées par la SEMITAN sur le réseau de transport en commun de l'agglomération nantaise. Les prestations de signalisation lumineuse de trafic (SLT) et infrastructures associées à réaliser par le titulaire concernent les domaines suivants : - Signalisation Lumineuse de Trafic sur des carrefours en interface avec le tramway - Génie civil et voirie & réseaux divers en milieu urbain Le détail complet des prestations figure au CCTP

**Lieu principal d'exécution du marché** : 44000 - Nantes

**Durée du marché (en mois)** : 36

**La consultation comporte des tranches** : Non

**La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché** : Non

**Marché alloti** : Non

## Section 6 - Informations Complémentaires

**Visite obligatoire :** Non

**Autres informations complémentaires :** Il s'agit d'un accord cadre de travaux mono-attributaire multimandats, avec un montant minimum de 250 000 euros HT et un montant maximum de 1 200 000 euros HT, sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre, conformément à l'article R. 2162-4 1° du code de la commande publique. Cet accord cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément à l'article R. 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique. Durée de l'accord-cadre : L'accord-cadre est conclu pour une durée de 3 (trois) ans à compter de sa date de notification. Il est reconductible tacitement 1 (une) fois 1 (un) an. Lieu d'exécution des prestations : Les travaux à effectuer dans le périmètre de cet accord-cadre se situent sur ou à proximité du réseau de tramway et BHNS de l'agglomération nantaise (Nantes, 44000). Délai de validité de l'offre : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres. Conditions de participation des concurrents : Les entreprises ou groupements d'entreprises souhaitant candidater devront disposer de compétences dans les domaines suivants : - Voirie et Réseaux Divers (VRD) - Signalisation Lumineuse de Trafic (SLT) Le mandataire du groupement d'entreprise ou le titulaire devra obligatoirement posséder les compétences requises dans le domaine du VRD (voirie et réseaux divers). Les qualifications FNTTP requises (ou équivalent) pour le titulaire ou le groupement d'entreprises sont les suivantes : - 662 Signalisation électrique route - 2321 Terrassements en milieu urbain - 341 Assises de chaussée - 342 Revêtements enrobés - 5162 Pose de canalisations - 6413 BT en zone urbaine - 346 Pose de bordures et caniveaux Procédure de recours : Tribunal administratif de Nantes, 6 Allée Ile Gloriette, B.P. 24111, 44000 Nantes Cedex 1 / E-mail : greffe.ta-nantes@juradm.fr / Tél. : 02.40.99.46.00 / Fax : 02.40.99.46.58

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication :** 04/03/2024